

Avortement : l'acharnement

Article rédigé par *Constance Prazel*, le 02 octobre 2020

Le 30 septembre, dans l'indifférence générale, vient d'être examiné en commission à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à allonger le délai légal pour l'avortement, en le passant de 12 à 14 semaines de grossesse. La proposition sera quant à elle soumise au vote le 8 octobre, dans une petite semaine.

Alors que l'on vient d'apprendre que le nombre d'avortements dans notre pays a atteint un nouveau record, en franchissant la barre des 230 000, il se trouve certains pour se féliciter de cette « performance » : c'est la preuve, pensent-ils, que le « droit » à l'avortement « fonctionne » bien. **Quel terrible aveuglement, quand nous considérons qu'il s'agit de 230 000 petites vies humaines sacrifiées, qui pèsent bien lourd comparées aux quelque 32 019 victimes du coronavirus.**

Cette fois, et nombreux sont ceux qui ont déjà tiré la sonnette d'alarme, il faut espérer et s'attendre à une fronde des médecins : **le passage de 12 à 14 semaines est tout sauf anodin**. N'importe quelle visite sur un site pour future maman l'apprendra à ceux qui refusent de voir la réalité en face. Sur le [Journal des femmes](#), on peut lire par exemple : « En une semaine seulement, le poids de votre bébé a quasiment doublé ! Il ressemble maintenant à un vrai bébé : ses jambes s'allongent vite, elles sont maintenant plus longues que ses bras. Son squelette aussi se solidifie. À ce stade de la grossesse, votre bébé apprend à faire beaucoup de choses : il sait maintenant avaler le liquide amniotique et sa salive, est capable d'ouvrir la bouche et de faire bouger ses lèvres, bouge ses bras et ses jambes comme il le souhaite, et sait aussi serrer ses poings et bouger ses petits doigts. » Il ne s'agit pas d'une soi-disant propagande pro-vie, mais d'un site féminin grand public.

L'ossification de l'enfant est une réalité objective, qui rend l'avortement encore un peu plus lourd à réaliser pour le médecin. Mais les idéologues et les féministes qui défendent cet allongement, à l'image de cette militante du Planning familial, [Marianne Niosi](#), qui expliquait récemment qu'on pouvait aller jusqu'au terme pour faire « comme au Canada », ne sont pas du côté de l'instrument chirurgical, et **se moquent éperdument de ce que cela peut bien représenter concrètement.**

L'examen de cette proposition de loi tombe au beau milieu d'une semaine particulièrement chargée de signes : jeudi 1^{er} octobre est sorti sur les écrans en France – par le biais d'e-projection, car il y a des films qu'on ne peut montrer librement dans notre pays – le film [Unplanned](#) qui montre la terrible réalité de l'avortement, et qui a rencontré un très grand succès aux Etats-Unis. Malheureusement, sa diffusion confidentielle ne permettra sans doute pas la prise de conscience que ses images choc pourraient légitimement favoriser. Mais il y a plus. Cette semaine, nous avons aussi entendu sur le plateau de France Inter le sociologue de gauche Geoffroy de Lagasnerie **défendre ouvertement la censure et le contrôle des idées non autorisées**, tandis que sur la même radio, la journaliste Sonia Devillers a pour sa part appelé à lutter contre la « droitisation des plateaux », là encore dans l'optique de contrôler les opinions qui dérangent. Cette semaine, nous avons pu aussi vérifier la censure systématique de Facebook appliquée aux publications sur les manifestations du 10 octobre contre la loi de bioéthique. Pour ne pas parler de la nouvelle polémique dont est victime Eric Zemmour.

Pourquoi mettre ces faits en relation avec les discussions sur l'avortement ? **Car la proposition de loi d'Albane Gaillot, député LREM, prévoit également de supprimer la clause de conscience qui permettait – encore – aux professionnels de santé de s'opposer au meurtre de l'enfant à naître.** Tout cela est extrêmement cohérent. Ces signaux convergents manifestent de manière éclatante combien la France est devenue, non pas un « ordre moral », mais bien **une dictature immorale.**

Qui s'en émeut ? A l'occasion de ce débat, le président du groupe LR à l'Assemblée nationale a expliqué au *Parisien* « que la droite est tout à fait favorable à l'IVG en tant que telle ». Aucune précaution oratoire,

aucune nuance visant à défendre l'idée qu'**il existe des alternatives à l'IVG**, et que la société peut avoir des réponses différentes à proposer à la femme enceinte en détresse. Nous attendons toujours un communiqué officiel puissant de la CEF, qui selon toute probabilité ne viendra pas.

Qui aurait pu imaginer que le gouvernement du fringant et brillant Emmanuel Macron, soutenu par tant de gens de droite ou estampillés catholiques, serait allé aussi loin dans la culture de mort ? Le vote interviendra jeudi 8 octobre. Nous pouvons prier et espérer que le sursaut et la prise de conscience aient lieu pour éviter l'irréparable. Inverser la vapeur reste toujours possible : en Slovaquie, le nombre d'avortements a été divisé par 3 en une vingtaine d'années. En Russie, où l'avortement avait atteint des niveaux extrêmes pendant la période soviétique, il ne cesse de diminuer. **C'est un travail de longue haleine. En attendant, tirons-en les conclusions qui s'imposent pour les prochains votes.**

Constance Prazel